

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1977 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 2

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 515

Περὶ αὐξήσεως, τοῦ, ὑπὲρ τοῦ Ὀργανισμοῦ Διαχειρίσεως Εἰδικῶν Πόρων Ἐργασιακῶν Σωματείων (ΟΔΕΠΕΣ), ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἐξ εἰσφορῶν ἐτησίων ἐσόδων τῆς Ἐργατικῆς Ἑστίας καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφίσαμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Τό, ὑπὸ τῆς περιπτ. α' τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. Δ/τος 891/1971 «περὶ οἰκονομικῆς ὑποβοηθήσεως ἐργασιακῶν σωματείων καὶ ἑνώσεων», προβλεπόμενον ποσοστὸν 25% ἐτησίως ἐπὶ τῶν ἐξ εἰσφορῶν ἐσόδων τῆς Ἐργατικῆς Ἑστίας, ὑπὲρ τοῦ Ὀργανισμοῦ Διαχειρίσεως Εἰδικῶν Πόρων Ἐργασιακῶν Σωματείων (ΟΔΕΠΕΣ), αὐξάνεται ἐξαιρετικῶς διὰ τὸ ἔτος 1976 πέραν τῆς, ὑπὸ τοῦ Π. Δ/τος 717)1976 «περὶ αὐξήσεως ὑπὲρ τοῦ ΟΔΕΠΕΣ ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἐξ εἰσφορῶν ἐσόδων τῆς Ἐργατικῆς Ἑστίας διὰ τὸ ἔτος 1976», γενομένης κατὰ 5% αὐξήσεως καὶ κατὰ ἕτερον ποσοστὸν ἑπτὰ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (7%).

2. Ὡσαύτως διὰ τὸ ἔτος 1977 τὸ ὡς ἄνω ποσοστὸν ἐξ εἴκοσι πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (25%), δύναται νὰ αὐξηθῇ διὰ Π. Δ/τος, ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐργασίας μέχρι τριάκοντα ἑπτὰ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (37%) κατ' ἀνώτατον ὅριον.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ ὑπὸ τῆς διατάξεως τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ Νόμου 435/1976 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων ἐργατικῶν τινων νόμων καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων» προβλεπομένου Π. Δ/τος, ἄρχεται ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1976.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ — **ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΛΑΣΚΑΡΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 519

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Ἀθήναις τὴν 29ην Μαρτίου 1976 ὑπογραφεισῶν: 1. Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας καὶ 2. Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφίσαμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺν νόμου αἱ ἐν Ἀθήναις τὴν 29ην Μαρτίου 1976 ὑπογραφεῖσαι: 1. Μακροπρόθεσμος Ἐμπορικὴ Συμφωνία καὶ 2. Συμφωνία πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ὧν τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχουν ὡς ἕπονται:

ACCORD COMMERCIAL A LONG TERME

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie,

— Prenant en considération les liens traditionnels d'amitié entre les peuples de leurs pays ;

— Décidés d'élargir et de diversifier les échanges commerciaux entre leur pays, sur la base d'égalité et d'avantages mutuels en conformité aux objectifs et les principes prévus dans la Déclaration solennelle commune de la République Hellénique et de la République Socialiste de Roumanie signée à Bucarest le 27 mai 1975 ;

— Ayant en vue les stipulations de l'Acte final de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe, notamment les stipulations relatives aux échanges commerciaux ;

— Convaincus de l'importance de l'accroissement et de la diversification des relations commerciales entre leurs pays pour atteindre des niveaux de vie plus avancés pour leurs peuples ;

— Réaff irmant leurs décisions pour contribuer au développement du commerce international, dans l'intérêt commun de tous les pays ;

— tenant compte de l'existence des conditions avorables pour l'intensification et la diversification des relations économiques entre les deux pays ainsi que de leur appartenance commune à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

— Reconnaissant l'utilité des accords bilatéraux à long terme pour l'accroissement du volume et la stabilité des échanges commerciaux et des services ;

sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les deux Parties Contractantes prendront, conformément aur réglementations en vigueur dans les deux pays, toute mesure destinée à faciliter et à contribuer au développement continu, harmonieux et autant que possible équilibré et à la diversification de leurs échanges commerciaux et des services y afférents, en conformité aux prévisions du présent Accord.

Article 2.

Les Parties Contractantes dans le but d'assurer les conditions favorables pour le développement des échanges commerciaux s'appliquent la clause de la nation la plus favorisée conformément aux dispositions du GATT en ce qui concerne les droits de douane, les impositions de toute nature perçues à l'importation ou de l'exportation, ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds en règlement des importations ou des exportations de même qu'en ce qui concerne la manière de leur perception, les règlements douaniers et les diverses formalités douanières relatives à l'importation et à l'exportation des marchandises d'origine et de provenance des deux pays.

Ce traitement ne s'applique pas :

a) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l'une des Parties Contractantes à d'autres Etats, dans le but de former avec eux une union douanière ou d' établir une zone de libre échange,

b) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l'une des Parties Contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec des Etats limitrophes.

Article 3.

L'échange des marchandises s'effectuera dans le sens de l'article 2 du présent Accord.

Les Parties Contractantes assureront un accès libre sur leurs marchés aux marchandises de l'autre Pays.

A cet égard les échanges mutuels des marchandises ne seront soumis à aucune restriction de la part des autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes, à l'exception des produits pour lesquels des restrictions quantitatives sont appliquées en général conformément aux dispositions et règlements en vigueur dans chacun de deux Pays.

Les transactions commerciales seront réalisées sur la base des engagements contractés entre les entreprises roumaines du commerce extérieur en tant que personnes juridiques d'une part et les personnes physiques ou juridiques grecques d'autre part.

Article 4.

Au cours de la première année de l'application du présent Accord, c'est-à-dire à partir du 1er Janvier 1976 jusqu'au 31 décembre 1976, les échanges de marchandises entre les deux pays seront effectués sur la base des listes de marchandises «A» et «B», annexées au présent Accord, avec le paiement en clearing.

Pour les années suivantes, les listes de marchandises seront établies à l'occasion de la conclusion des Protocoles annuels, concernant les échanges commerciaux entre les deux Pays.

Ces listes ont un caractère indicatif et non limitatif, Si la Commission Mixte ne se réunit pas pour établir des nouvelles listes, les listes ci-haut mentionnées seront automatiquement prorogées pour des nouvelles périodes annuelles.

Lors de l'octroi des autorisations d'importation et d'exportation le caractère saisonnier des produits sera pris en considération.

Article 5.

Les deux Parties Contractantes autoriseront l'importation et l'exportation des marchandises indiquées dans les listes en vigueur conformément aux dispositions générales appliquées dans les deux pays.

Les autorités compétentes des deux pays examine ront avec bienveillance les demandes d'importation et d'exportation des marchandises au dessus des valeurs prévues dans les listes, ou bien pour des produits qui n'y figurent pas.

Les marchandises faisant l'objet des échanges seront destinées à la consommation intérieure dans le pays importateur. Toutefois, les deux Parties examineront avec bienveillance les propositions concernant la possibilité de réexportation pour certaines marchandises et leur destination.

Article 6.

A fin d'atteindre le but du présent Accord les deux Parties prendront les mesures appropriées en conformité aux stipulations de cet Accord et aux réglementations en vigueur dans leurs pays, visant au développement de l'échange mutuellement avantageux des marchandises et des services entre les deux pays.

Dans la perspective de tels efforts communs, les deux Gouvernements établissent comme objectif de doubler le volume total des échanges de marchandises entre la République Hellénique et la République Socialiste de Roumanie, dans la période 1976 - 1980 par rapport au volume des échanges réalisés pendant la période 1971 - 1975.

Article 7.

Les paiements afférents aux échanges commerciaux prévues dans le présent Accord seront effectués conformément aux dispositions de l'Accord de paiements signé en date de ce jour entre les deux pays.

Article 8.

Les deux Parties examineront avec bienveillance les propositions eventuelles emanant de l'une ou de l'autre des Parties, concernant la conclusion de transactions multilatérales.

Article 9.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord que les matières premières soient expédiées d'un pays à l'autre, conformément au régime d'admission temporaire en vigueur dans chaque pays, en vue de la transformation en produits finis et de la réexportation vers le pays fournisseur.

Toutes les dépenses du processus de transformation de ces matières premières en produits finis, seront réglées soit par l'expédition d'une quantité supplémentaire de matières premières ou d'autres marchandises provenant du pays exportateur, soit par la voie du clearing.

Article 10.

Les Parties Contractantes encourageront mutuellement et en conformité aux lois et règlements en vigueur dans chaque pays, l'organisation et la participation aux foires et expositions permanentes ou temporaires et accorderont leur appui nécessaire pour l'organisation et le fonctionnement de celles-ci.

Les Parties Contractantes permettront l'importation et l'exportation exemptes de droits douaniers, en conformité aux lois, règlements et dispositions en vigueur sur leur territoire, pour les produits suivants :

a) échantillons de produits sans valeur et matériel de publicité commerciale;

b) produits introduits temporairement et destinés aux foires et expositions, à condition qu'ils ne soient pas vendus;

c) équipement ou biens destinés à l'expérimentation, aux épreuves et à la recherche technico-scientifique, en conformité aux programmes approuvés précédemment.

Article 11.

Pour atteindre les objectifs du présent Accord, les deux Parties Contractantes créent une Commission Mixte, composée de représentants de deux gouvernements.

La Commission Mixte veillera au bon fonctionnement du présent Accord et formulera des recommandations aux deux gouvernements, visant à l'accroissement des échanges commerciaux entre les deux pays; elle se préoccupera aussi des mandats reçus par la Commission Mixte Gouvernementale.

La Commission Mixte se réunira, à la demande de l'une des Parties, au moins une fois par an, alternativement à Athènes et à Bucarest.

Article 12.

Le présent Accord qui est conclu pour une période de cinq ans doit être ratifié selon les réglementations législatives de chacun de deux pays et il sera appliqué provisoirement et retroactivement à partir du 1er janvier 1976; il sera mis en vigueur après la dernière notification.

Après le 31 décembre 1980, l'Accord sera prorogé par tacite reconduction. pour des périodes annuelles, à moins de n'avoir pas été dénoncé par écrit, par l'une des Parties trois mois au moins avant la date de son expiration. Les dispositions du présent Accord continueront d'être appliquées aux transactions en cours à la date de son expration qui ont été approuvées par les autorités compétentes de chacun des deux pays.

Le présent Accord remplace l'Accord à long terme relatif aux échanges commerciaux entre les deux pays signé au 15 décembre 1970 ainsi que les Protocoles y annexés.

Fait à Athènes, le 29 mars 1976, en double exemplaire, en langues hellénique, roumaine et française. En cas de divergence entre les textes hellénique et roumain le texte français fera foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie
DIMITRI S. BITSIOS	GEORGE MACOVESCU

LISTE «A»

Marchandises Roumaines à exporter vers la Grèce

No	Spécification des marchandises,	Valeur en 000 USA $	
1.	Produits pétroliers	5.000	
2.	Bois de sciage et produits finis, y compris panneaux en fibre	3.500	
3.	Caisses en bois et douves travaillées	4.500	
4.	Produits de l'industrie du papier et papiers divers	800	
5.	Machines pour l'industrie du bois		P.M.
6.	Vehicules, tracteurs et machines agricoles	4.750	P.A.
7.	Machines pour construction routière	400	P.A.
8.	Machines-outils et autres machines	2.500	
9.	Outillage pétrolier		P.M.
10.	Equipement de forrage	500	P.A.
11.	Matériel roulant		P.M.
12.	Bateaux		P.M.
13.	Outillage énergétique	900	
14.	Equipement minier	500	P.A.
15.	Moteurs électriques et groupes de soudure	250	
16.	Equipement pour thermo-centrales		P.M.
17.	Roulements	200	P.A.
18.	Outils à main	400	
19.	Matériaux de construction	100	
20.	Produits de l'industrie métallurgique	2.000	
21.	Tubes et tuyaux en fonte et en acier pour installations	500	
22.	Câbles électriques en aluminium, cordons et conducteurs électriques, etc.	300	
23.	Electrodes de soudure	200	
24.	Installations et outillage pour l'industrie agro-alimentaire	400	P.A.
25.	Eléments d'automatisation	20	
26.	Machines à calculer	200	
27.	Téléphones automatiques et centrales Téléphoniques	500	P.A.
28.	Radio-récepteurs	100	
29.	Téléviseurs		P.M.
30.	Pièces de rechange pour radio-recepteurs et télévisuers	250	P.A.
31.	Animaux vivants, viands et produits de viande	3.000	P.A.

32.	Oeufs		P.M.
33.	Beurre		P.M.
34.	Fromage		P.M.
35.	Produits alimentaires	750	P.A.
36.	Produits chimiques, y compris polyéthylène, carbonate de soude et caoutchouc synthétique	4.000	P.A.
37.	Urée technique		P.M.
38.	Fibres synthétiques	400	
39.	Engrais chimiques		P.M.
40.	Sel de mine	450	
41.	Produits pharmaceutiques y compris cosmétiques	100	
42.	Machines diverses à usage domestique	600	
43.	Produits électro-ménagers et divers articles de ménage (thermos, émaillés etc.)	300	P.A.
44.	Verrerie	250	
45.	Pneus et chambres à air	300	P.A.
46.	Articles en matière plastique	400	
47.	Lampes et tubes fluorescentes, lampes à vapeurs de mercure et leurs pièces de rechange	350	
48.	Tissus de coton	150	
49.	Tissus en fibranne et autres textiles, y compris confections	500	
50.	Outillage pour l'industrie légère	600	
51.	Divers	1.000	

LISTE «B»

Marchandises grecques à exporter vers la Roumanie

No	Spécification des marchandises	Valeur en 000 USA $	
1.	Agrumes	4.000	
2.	Olives	4.000	
3.	Fruits secs (raisins, figues)	1.000	
4.	Jus d'orange et de citron	250	
5.	Cédrats en saumure		P.M.
6.	Huile d'olive		P.M.
7.	Vins et boissons spiritueuses	10	
8.	Poissons frais, salés, congélés et en conserves	100	
9.	Eponges de mer	15	
10.	Tabac	250	
11.	Cigarettes		P.M.
12.	Caroubes	10	
13.	Coton	3.500 ton.	
14.	Fils de coton	1.000	
15.	Tissus de coton	500	
16.	Fils de laine	75	
17.	Ficelles lieuses	50	
18.	Tissus de laine et tissus en mélange, bonneterie, tricotage, sous-vêtements, confections y compris essuie-mains etc.	1.600	
19.	Peaux brutes ovines et caprines	3.000	
20.	Peaux picklées ovines et caprines etc.	750	
21.	Extraits tannants et vallonnées	200	
22.	Huile de térébenthine et colophane	200	
23.	Minérais de fer	1.000	P.A.
24.	Magnésie calcinée	100	
25.	Eméri en poudre	30	
26.	Bauxite	600.000 ton.	
27.	Ferro-alliages		P.M.
28.	Caolin	650	
29.	Baryte		P.M.
30.	Briques refractaires	750	
31.	Soufre en poudre	300	
32.	Plantes médicinales	10	
33.	Feuilles de placage en bois scié		P.M.
34.	Lames à raser	350	
35.	Machines diverses à usage domestique cuisinières électriques, cuisinières à butangaz, réchauds à pétrole, poêles, machines à laver, fers à repasser)	550	
36.	Machines et équipements		P.M.
37.	Produits sidérurgiques laminés et étirés	1.000	
38.	Tuyaux d'irrigation en acier	30	
39.	Câbles électriques	120	P.A.
40.	Cylindres à gaz liquifié		P.M.
41.	Articles en matière plastique y compris tubes	200	
42.	Article en cuir	100	
43.	Produits pharmaceutiques y compris cosmétiques	400	
44.	Produits d'artisanat	10	
45.	Livres, films, disques de musique etc.	20	
46.	Articles de bureau	20	
47.	Délicatesses		P.M.
48.	Divers	1.000	

ACCORD DE PAIEMENTS

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie sont convenus que les paiements réciproques entre les deux pays résultant de l'échange des marchandises mentionnées dans l'Accord à long terme concernant les échanges commerciaux signé en date de ce jour, ainsi que les autres paiements prévus dans le texte du présent Accord, soient effectués, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, dans les conditions suivantes :

Article 1.

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront aux paiements résultant de :

a) l'échange des marchandises prévu par l'Accord Commercial à long terme signé en date de ce jour et des frais accessoires provenant de cet échange des marchandises;

b) soldes provenant des compensations périodiques entre les administrations des chemins de fer, postes, télégraphe, téléphone, radio, télévision et les sociétés de transports aériens des deux pays;

c) frets maritimes dus aux navires battant pavillon grec ou roumain, pour le transport des marchandises entre la République Hellénique et la République Socialiste de Roumainie, ainsi que frets maritimes dus à ces mêmes navires pour le transport des marchandises de provenance de ports de la Mer Méditerranée, des ports de la Mer Noire et de la Mer Rouge vers les ports grecs ou roumains et vice-versa;

d) frais de réception, d'assurance, d'expédition, de transbordement et les frais afférents aux formalités des ports des deux pays;

e) droits de port, droits de quai, de passage et frais d'approvisionnement des navires grecs dans les ports roumains et des navires roumains dans les ports grecs;

f) honoraires, salaires, droits d'auteur et de brevets, loyers de films, recettes et paiements provenant des activités culturelles, artistiques et sportives;

g) abonnements aux journaux et revues;

h) frais d'entretien des missions diplomatiques consulaires et commerciales, ainsi que frais de voyage et d'études;

i) frais de transformation de matières premières;

j) tous les autres paiements à convenir entre les autorités compétentes des deux pays.

Article 2.

Les paiements prévus à l'article précédent seront effectués dans la République Hellénique par l'intermédiaire de la Banque de Grèce et dans la République Socialiste de Roumanie par l'intermédiaire de la Banque Roumaine de Commerce Extérieur.

Dans ce but les deux Banques procéderont à l'ouverture de comptes réciproques en dollars U.S.A. monnaie de compte.

Ces comptes ne seront pas productifs d'intérêts et ne seront pas chargés de frais.

Les actifs des comptes susmentionnés ne pourront pas faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs. Il est de même stipulé que toute somme encaissée soit par l'une ou l'autre de ces deux Banques, soit par une autre Banque intermédiaire, en Grèce ou en Roumanie, et destinée à crediter ces comptes ne pourra faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs.

Article 3.

Les deux banques se transmettront réciproquement les avis concernant chaque versement, ces avis étant considérés comme des ordres de paiement.

Toutefois, si les disponibilités de l'un des deux comptes prévus à l'article 2 ne sont pas suffisantes pour permettre l'exécution des ordres de paiement de la banque titulaire respective, l'autre banque exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte respectif jusqu'à concurrence de la somme de dollars U.S.A. 6.500.000. La somme ainsi fixée aura le caractère d'un revolving-crédit et elle sera valable pour toute la durée d'application du présent Accord.

Article 4.

Après accord préalable entre les autorités compétentes des pays intéressés sur chaque cas concret, des transferts pourront être effectués de comptes prévus à l'article 2 du présent Accord dans le compte d'un pays tiers avec lequel la Grèce et la Roumanie sont liées par un Accord de paiements.

Article 5.

Afin de réaliser une parfaite égalité de traitement pour les deux parties, il est précisé que, pour autant que les paiements ci-dessus mentionnés soient effectués par l'ouverture de crédits documentaires, la couverture de ces crédits sera enregistrée dans les comptes de clearing prévus à l'article 2 au fur et à mesure de l'utilisation du crédit respectif.

Article 6.

Les engagements réciproques exprimés dans une autre monnaie convertible que le dollar U.S.A. seront convertis en dollars U.S.A. sur la base des cours officiels des monnaies en question par rapport au dollar U.S.A. enregistrés à la banque du pays du débiteur deux jours ouvrables avant le paiement au près de sa banque.

Article 7.

La Banque de Grèce et la Banque Roumaine de Commerce Extérieur prendront contact en vue d' établir les modalités techniques pour la mise en oeuvre du présent Accord.

Article 8.

La Banque de Grèce et la Banque Roumaine de Commerce Extérieur procéderont à l' établissement du solde des comptes prévus à l' article 2 ci-dessus, dans un délai de deux mois à partir de la date d' expriration du présent Accord, étant entendu que les dispositions du présent Accord continueront à être appliquées pendant ce délai pour la liquidation des contrats conclus pendant la validité de l' Accord et en vertu de celui-ci.

Le solde ainsi établi devra être liquidé par le pays débiteur dans un second délai de six mois par des livraisons des marchandises prévues aux listes «A» et «B» de l' Accord commercial en vigueur entre les deux pays ou toutes autres marchandises sur lesquelles les deux Parties se mettront d' accord.

Le solde non encore liquidé à l' expiration d' un délai de huit mois à partir de la date de l' expiration de l' Accord devra être liquidé par le pays débiteur en devises libres.

Article 9.

Les stipulations des articles sesmentionnés seront appliquées même après l' expiration du présent Accord, jusqu'au règlement intégral du solde des comptes prévus à l' article 2.

Article 10.

Le présent Accord remplace l' Accord de Paiements signé au 15 décembre 1970 entre les deux pays.

Les soldes des comptes de clearing existants en conformité à l' Accord de Paiements ci-dessus mentionné seront transferés dans les comptes prévus à l' article 2 du présent Accord.

Article 11

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l' Accord sur les échanges commerciaux signé en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Athènes, le 29 Mars 1976, en double exemplaires en langues hellénique. roumaine et française. En cas de divergence entre les textes hellénique et roumain, le texte français fera foi.

Pour le Gouvernement de la
République Hellénique
DIMITRI S. BITSIOS

Pour le Gouvernement de la
République Socialiste de Roumanie
GEORGE MACOVESCU

ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΟΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας·

— Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν τοὺς πατροπαραδότους δεσμοὺς φιλίας μεταξὺ τῶν λαῶν τῶν χωρῶν των·

— Ἀποφασισμέναι νὰ διευρύνουν καὶ διαφοροποιήσουν τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς μεταξὺ τῶν χωρῶν των ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἰσότητος καὶ τῶν ἀμοιβαίων πλεονεκτημάτων, συμφώνως πρὸς τοὺς σκοποὺς καὶ τὰς ἀρχὰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς κοινῆς ἐπισήμου Διακηρύξεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὑπογραφείσης ἐν Βουκουρεστίῳ τὴν 27ην Μαΐου 1975·

— Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς εἰδικὰς διατάξεις τῆς τελικῆς Πράξεως τῆς Διασκέψεως διὰ τὴν Ἀσφάλειαν καὶ Συνεργασίαν ἐν Εὐρώπῃ, εἰδικώτερον δὲ τὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μὲ ἐμπορικὰς ἀνταλλαγάς·

— Πεπεισμέναι διὰ τὴν σπουδαιότητα τῆς διευρύνσεως καὶ διαφοροποιήσεως τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν χωρῶν των πρὸς ἐπίτευξιν ὑψηλοτέρων βιοτικῶν ἐπιπέδων διὰ τοὺς λαοὺς των.

— Ἐπιβεβαιοῦσαι ἐκ νέου τὰς ἀποφάσεις των νὰ συμβάλλουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου πρὸς τὸ κοινὸν συμφέρον ὅλων τῶν χωρῶν·

— Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν τὴν ὕπαρξιν εὐνοϊκῶν συνθηκῶν διὰ τὴν ἐντατικοποίησιν καὶ διαφοροποίησιν τῶν οἰκονομικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καθὼς ἐπίσης καὶ τὴν κοινήν των συμμετοχὴν εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου, εἰς τὸ Διεθνὲς Νομισματικὸν Ταμεῖον καὶ τὴν Διεθνῆ Τράπεζαν Ἀνασυγκροτήσεως καὶ Ἀναπτύξεως·

— Ἀναγνωρίζουσαι τὴν χρησιμότητα τῶν μακροπροθέσμων διμερῶν συμφωνιῶν διὰ τὴν αὔξησιν τοῦ ὄγκου καὶ τὴν σταθερότητα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ λάβουν, συμφώνως πρὸς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὰς δύο χώρας κανονισμούς, πᾶν μέτρον προοριζόμενον νὰ διευκολύνῃ καὶ νὰ συμβάλλῃ εἰς τὴν συνεχῆ, ἁρμονικὴν καὶ κατὰ τὸ δυνατὸν ἰσόρροπον ἀνάπτυξιν καθὼς καὶ εἰς τὴν διαφοροποίησιν τῶν ἐμπορικῶν των ἀνταλλαγῶν καὶ συναφῶν πρὸς ταύτας ὑπηρεσιῶν, συμφώνως πρὸς τὰς προβλέψεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως εὐνοϊκῶν συνθηκῶν διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, ἐφαρμόζουν ἀμοιβαίως τὴν ρήτραν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς GATT καὶ ἀναλόγως πρὸς τοὺς ὅρους συμμετοχῆς των εἰς τὸν ἐν λόγῳ ὀργανισμόν, ὡς ἐπίσης συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τὰς κάθε εἴδους ἐπιβαρύνσεις τὰς εἰσπραττομένας κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς, καθὼς ἐπίσης καὶ ἐκείνας αἵτινες ἐπιβαρύνουν τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς κεφαλαίων, πρὸς διακανονισμὸν εἰσαγωγῶν ἢ ἐξαγωγῶν καθὼς καὶ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸν τρόπον εἰσπράξεως αὐτῶν, τοὺς τελωνειακοὺς διακανονισμοὺς καὶ τὰς διαφόρους τελωνειακὰς διατυπώσεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ἐμπορευμάτων καταγωγῆς καὶ προελεύσεως ἐκ τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ μεταχείρισις αὔτη δὲν ἐφαρμόζεται :

α) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων ἅτινα παρέχονται ἢ πρόκειται νὰ παρασχεθοῦν ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς ἕτερα Κράτη, πρὸς τὸν σκοπὸν δημιουργίας μετ' αὐτῶν τελωνειακῆς ἑνώσεως ἢ ἱδρύσεως ζώνης ἐλευθέρων ἀνταλλαγῶν.

β) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων ἅτινα παρέχονται ἢ πρόκειται νὰ παρασχεθοῦν ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ μεθοριακοῦ ἐμπορίου μετὰ τῶν ὁμόρων Κρατῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐμπορευμάτων θὰ πραγματοποιῆται, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὰς ἀγορὰς των διὰ τὰ ἐμπορεύματα τοῦ ἑτέρου Κράτους.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ ἀμοιβαῖαι ἀνταλλαγαὶ ἐμπορευμάτων δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς οὐδένα περιορισμὸν ἐκ μέρους τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς τῶν προϊόντων διὰ τὰ ὁποῖα ἐφαρμόζονται γενικῶς ποσοτικοὶ περιορισμοί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

Αἱ ἐμπορικαὶ συναλλαγαὶ θὰ πραγματοποιῶνται βάσει τῶν συμβατικῶν ὑποχρεώσεων μεταξὺ τῶν ρουμανικῶν ἐπιχειρήσεων ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου, ὡς νομικῶν προσώπων, ἀφ' ἑνὸς καὶ τῶν ἑλληνικῶν φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων ἀφ' ἑτέρου.

Ἄρθρον 4.

Κατὰ τὸ πρῶτον ἔτος ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἤτοι ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1976 μέχρι 31ης Δεκεμβρίου 1976, αἱ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλαγαὶ ἐμπορευμάτων θὰ πραγματοποιῶνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν πινάκων ἐμπορευμάτων «Α» καὶ «Β», τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν μὲ πληρωμὴν εἰς CLEARING.

Διὰ τὰ ἑπόμενα ἔτη, οἱ πίνακες ἐμπορευμάτων θὰ καταρτίζωνται ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς συνάψεως ἐτησίων Πρωτοκόλλων ἀφορώντων τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Οἱ πίνακες οὗτοι ἔχουσιν ἐνδεικτικὸν καὶ οὐχὶ περιοριστικὸν χαρακτῆρα.

Ἐὰν ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ δὲν συνέλθῃ πρὸς κατάρτισιν νέων πινάκων, οἱ ὡς ἄνω ἀναφερόμενοι πίνακες θὰ παρατείνωνται αὐτομάτως διὰ νέας ἐτησίας περιόδους.

Κατὰ τὴν χορήγησιν ἐγκρίσεων εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς θὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ὁ ἐποχιακὸς χαρακτὴρ τῶν προϊόντων.

Ἄρθρον 5.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τῶν εἰς τοὺς ἰσχύοντας πίνακας ἀναφερομένων ἐμπορευμάτων συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τῶν δύο χωρῶν, ἐφαρμοζομένας γενικὰς διατάξεις.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ ἐξετάζουν εὐμενῶς τὰς αἰτήσεις εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς ἐμπορευμάτων πέραν τῶν εἰς τοὺς πίνακας προβλεπομένων ἀξιῶν ἢ διὰ προϊόντα μὴ ἀναγραφόμενα εἰς αὐτούς.

Τὰ ἐμπορεύματα ἅτινα ἀποτελοῦν ἀντικείμενον ἀνταλλαγῶν θὰ προορίζωνται διὰ τὴν ἐγχώριον κατανάλωσιν τῆς εἰσαγούσης χώρας.

Ἐν τούτοις τὰ δύο Μέρη θὰ ἐξετάζουν εὐμενῶς τὰς προτάσεις ἀναφορικῶς μὲ τὴν δυνατότητα ἐπανεξαγωγῆς ὡρισμένων ἐμπορευμάτων καὶ τὴν χώραν προορισμοῦ αὐτῶν.

Ἄρθρον 6.

Πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τῆς παρούσης Συμφωνίας τὰ δύο Μέρη θὰ λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοὺς ἰσχύοντας κανονισμοὺς ἐντὸς τῶν χωρῶν αὐτῶν, ἀποβλέποντα εἰς τὴν ἀνάπτυξιν ἀμοιβαίως ἐπωφελῶν ἀνταλλαγῶν ἐμπορευμάτων καὶ ὑπηρεσιῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Ἐπὶ τῇ προόψει τοιούτων κοινῶν προσπαθειῶν, αἱ δύο Κυβερνήσεις θέτουν ὡς ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὸν διπλασιασμὸν τοῦ συνολικοῦ ὄγκου τῶν ἀνταλλαγῶν ἐμπορευμά-

των μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐντὸς τῆς περιόδου 1976-1980, ἐν σχέσει πρὸς τὸν ὄγκον τῶν ἀνταλλαγῶν τῶν πραγματοποιηθεισῶν κατὰ τὴν περίοδον 1971-1975.

Ἄρθρον 7.

Αἱ πληρωμαὶ αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἐμπορικὰς συναλλαγάς, θὰ πραγματοποιῶνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν, ἡ ὁποία ὑπεγράφη ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Μέρη θὰ ἐξετάζουν εὐμενῶς τὰς ἐνδεχομένας προτάσεις τὰς προερχομένας ἐκ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου Μέρους, τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν σύναψιν πολυμερῶν συναλλαγῶν.

Ἄρθρον 9.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, συμφωνοῦν ὅπως αἱ πρῶται ὕλαι ἀποστέλλωνται ἐκ τῆς μιᾶς χώρας πρὸς τὴν ἄλλην, συμφώνως πρὸς τὸ καθεστὼς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, τὸ ἰσχῦον εἰς ἑκάστην χώραν, πρὸς τὸν σκοπὸν μετατροπῆς εἰς ἕτοιμα προϊόντα καὶ ἐπανεξαγωγῆς εἰς τὴν προμηθεύτριαν χώραν.

Ὅλαι αἱ δαπάναι τῆς διαδικασίας μεταποιήσεως τῶν πρώτων ὑλῶν τούτων εἰς ἕτοιμα προϊόντα, θὰ διακανονίζωνται εἴτε διὰ τῆς ἀποστολῆς συμπληρωματικῆς ποσότητος πρώτων ὑλῶν ἢ ἑτέρων ἐμπορευμάτων προερχομένων ἐκ τῆς χώρας ἐξαγωγῆς, εἴτε μέσῳ τοῦ λογαριασμοῦ CLEARING.

Ἄρθρον 10.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν ἀμοιβαίως καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύι νόμους καὶ κανονισμοὺς εἰς ἑκάστην χώραν, τὴν ὀργάνωσιν καὶ συμμετοχὴν εἰς ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐκθέσεις μονίμους ἢ προσκαίρους καὶ θὰ παρέχουν τὴν ἀναγκαίαν ὑποστήριξίν των διὰ τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν αὐτῶν.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἄνευ τελωνειακῶν δασμῶν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους, κανονισμοὺς καὶ διατάξεις, τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὴν χώραν αὐτῶν, τῶν κάτωθι προϊόντων:

α) δείγματα προϊόντων ἄνευ ἀξίας καὶ ὑλικῶν ἐμπορικῆς διαφημίσεως.

β) προϊόντα προσωρινῶς εἰσαγόμενα καὶ προοριζόμενα δι' ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐκθέσεις, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ταῦτα δὲν θὰ πωληθοῦν.

γ) ἐξοπλισμὸς ἢ ἀγαθὰ προοριζόμενα διὰ πειραματισμόν, δοκιμασίαν καὶ ἔρευναν τεχνικοεπιστημονικήν, συμφώνως πρὸς προγράμματα ἐγκεκριμένα πρὸ τῆς εἰσαγωγῆς τούτων.

Ἄρθρον 11.

Πρὸς ἐπίτευξιν τῶν στόχων τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, συνιστοῦν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπήν, ἀποτελουμένην ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐπιβλέπῃ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ θὰ διατυπώνῃ συστάσεις εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις σκοπούσας τὴν αὔξησιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Θὰ ἐπιλαμβάνεται ἐπίσης τῶν ἐντολῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῆς Μικτῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται, τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τῶν Μερῶν τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους ἐναλλὰξ ἐν Ἀθήναις καὶ Βουκουρεστίῳ.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία, ἥτις συνήφθη διὰ μίαν περίοδον πέντε ἐτῶν, ὀφείλει νὰ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τοὺς νομοθετικοὺς κανόνας ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν καὶ θὰ τεθῇ εἰς ἐφαρμογὴν προσωρινῶς καὶ ἀναδρομικῶς ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1976. Αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι μετὰ τὴν τελευταίαν ἀνακοίνωσιν.

Μετὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1980, ἡ Συμφωνία θὰ παρατείνηται σιωπηρῶς δι' ἐτησίας χρονικὰς περιόδους, ἐκτὸς ἐὰν ἤθελε καταγγελθῇ γραπτῶς ὑπὸ ἑνὸς ἐκ τῶν Μερῶν, τοὐλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς της. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐξακολουθήσουν ἐφαρμοζόμεναι εἰς τὰς ὑπὸ ἐκτέλεσιν συναλλαγὰς κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκπνοῆς της καὶ αἵτινες ἐνεκρίθησαν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν μακροπρόθεσμον Συμφωνίαν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τὴν ὑπογραφεῖσαν τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1970 καθὼς καὶ τὰ προσηρτημένα εἰς ταύτην πρωτόκολλα.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τῇ 29η Μαρτίου 1976 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν ἑλληνικήν, ρουμανικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μεταξὺ τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ ρουμανικοῦ κειμένου θὰ ὑπερισχύσῃ τὸ γαλλικὸν κείμενον.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ Σ. ΜΗΤΣΙΟΣ

ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ ΤΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΑΣ
GEORGE MACOVESCU

ΠΙΝΑΞ «Α»

Ρουμανικὰ Προϊόντα πρὸς ἐξαγωγὴν πρὸς τὴν Ἑλλάδα.

α/α	Εἶδος Ἐμπορεύματος	Ἀξία εἰς χιλ. U.S.A Δολλ.	
1.	Προϊόντα πετρελαίου	5.000	
2.	Ξυλεία πριστὴ καὶ ἕτοιμα προϊόντα περιλαμβανομένων καὶ φύλλων ἐξ ἰνῶν	3.500	
3.	Ξύλινα κιβώτια καὶ δοῦγαι κατειργασμέναι	4.500	
4.	Προϊόντα χαρτοβιομηχανίας καὶ διάφορα εἴδη χάρτου	800	
5.	Μηχανήματα διὰ τὴν βιομηχανίαν ξύλου	P.M.	
6.	Ὀχήματα, ἑλκυστῆρες καὶ ἀγροτικαὶ μηχαναὶ	4.750	P.A.
7.	Ὁδοποιητικὰ μηχανήματα	400	P.A.
8.	Μηχανουργικὰ ἐργαλεῖα καὶ ἄλλα μηχανήματα	2.500	
9.	Ἐργαλεῖα διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν πετρελαίου	P.M.	
10.	Ἐξοπλισμὸς γεωτρήσεων	500	P.A.
11.	Τροχαῖον ὑλικὸν	P.M.	
12.	Πλοῖα	P.M.	
13.	Ἐξοπλισμὸς ἐνεργείας	900	
14.	Ἐξοπλισμὸς ὀρυχείων	500	P.A.
15.	Μοτὲρ ἠλεκτρικὰ καὶ συγκροτήματα συγκολλήσεως	250	
16.	Ἐξοπλισμὸς θερμοηλεκτρικῶν μονάδων	P.M.	
17.	Ἔνσφαιροι τριβεῖς	200	P.A.
18.	Ἐργαλεῖα χειρὸς	400	
19.	Οἰκοδομικὰ ὑλικὰ	100	
20.	Προϊόντα μεταλλουργικῆς βιομηχανίας	2.000	
21.	Σωλῆνες ἐκ χυτοσιδήρου καὶ χάλυβος		

	δι' ἐγκαταστάσεις	500	
22.	Ἠλεκτρικὰ καλώδια ἐξ ἀλουμινίου, καλώδια καὶ ἠλεκτρικοὶ ἀγωγοὶ κλπ.	300	
23.	Ἠλεκτρόδια συγκολλήσεως	200	
24.	Ἐγκαταστάσεις καὶ ἐργαλεῖα διὰ τὴν βιομηχανίαν ἀγροτικῶν εἰδῶν διατροφῆς	400	Ρ.Α.
25.	Στοιχεῖα αὐτοματισμοῦ	20	
26.	Ἀριθμομηχαναὶ	200	
27.	Αὐτόματα τηλέφωνα καὶ τηλεφωνικὰ κέντρα	500	Ρ.Α.
28.	Ραδιόφωνα	100	
29.	Δέκται τηλεοράσεως		Ρ.Μ.
30.	Ἀνταλλακτικὰ ραδιοφώνου καὶ δεκτῶν τηλεοράσεως	250	Ρ.Α.
31.	Ζῶα ζῶντα, κρέας καὶ προϊόντα κρέατος	3.000	Ρ.Α.
32.	Ὠὰ		Ρ.Μ.
33.	Βούτυρον		Ρ.Μ.
34.	Τυρὸς		Ρ.Μ.
35.	Εἴδη διατροφῆς	750	Ρ.Α.
36.	Χημικὰ προϊόντα περιλαμβανομένου πολυαιθυλαινίου, ἀνθρακικῆς σόδας καὶ συνθετικοῦ καουτσοὺκ	4.000	Ρ.Α.
37.	Τεχνιτὴ οὐρία		Ρ.Μ.
38.	Συνθετικαὶ ἶνες	400	
39.	Χημικὰ λιπάσματα		Ρ.Μ.
40.	Ἅλας ὀρυκτὸν	450	
41.	Φαρμακευτικὰ προϊόντα περιλαμβανομένων καὶ τῶν καλλυντικῶν	100	
42.	Διάφοροι μηχαναὶ οἰκιακῆς χρήσεως	600	
43.	Ἠλεκτρικὰ εἴδη οἰκιακῆς χρήσεως καὶ διάφορα εἴδη οἰκιακῆς χρήσεως (θερμός, ἐμαγιὲ κ.λπ.)	300	Ρ.Α.
44.	Εἴδη ἐξ ὑάλου	250	
45.	Ἐπίσωτρα καὶ ἀεροθάλαμοι	300	Ρ.Α.
46.	Εἴδη ἐκ πλαστικῆς ὕλης	400	
47.	Λαμπτῆρες καὶ σωλῆνες φθορισμοῦ, λαμπτῆρες ἀτμοῦ ὑδραργύρου μετὰ τῶν ἀνταλλακτικῶν των	350	
48.	Ὑφάσματα ἐκ βάμβακος	150	
49.	Ὑφάσματα ἐκ φυτικῶν ἰνῶν καὶ ἄλλα ὑφάσματα περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἑτοίμων ἐνδυμάτων	500	
50.	Ἐργαλεῖα ἐλαφρᾶς βιομηχανίας	600	
51.	Διάφορα	1.000	

16.	Νήματα ἐξ ἐρίου	75	
17.	Σπάγγοι	50	
18.	Ὑφάσματα ἐξ ἐρίου καὶ ὑφάσματα σύμμικτα καλύμματα, εἴδη πλεκτικῆς, ἐσώρρουχα, ἕτοιμα ἐνδύματα περιλαμβανομένων καὶ τῶν χειρομάκτρων κλπ.	1.600	
19.	Ἀκατέργαστα δέρματα προβατοειδῶν καὶ αἰγοειδῶν	3.000	
20.	Δέρματα ἡμικατειργασμένα/PICKLES	750	
21.	Βυρσοδεψικὰ ἐκχυλίσματα καὶ βαλανίδια	200	
22.	Τερεβινθέλαιον καὶ Κολοφώνιον	200	
23.	Σιδηρομεταλλεύματα	1.000	Ρ.Α.
24.	Πεφρυγμένη μαγνησία	100	
25.	Σμύρις εἰς κόνιν	30	
26.	Βωξίτης 600.000 τόννοι		
27.	Σιδηροκράμματα		Ρ.Μ.
28.	Καολίνη	650	
29.	Βαρύτις		Ρ.Μ.
30.	Τοῦβλα πυρίμαχα	750	
31.	Θεῖον εἰς κόνιν	300	
32.	Φαρμακευτικὰ φυτὰ	10	
33.	Φύλλα ἐπιστρώσεως (καπλαμάδες) ἐκ πριστῆς ξυλείας		Ρ.Μ.
34.	Ξυριστικαὶ λεπίδες	350	
35.	Διάφοροι μηχαναὶ οἰκιακῆς χρήσεως (μαγειρεῖα ἠλεκτρικὰ καὶ ὑγραερίου) πύραυνα πετρελαίου, θερμάστραι, πλυντήρια καὶ σίδηρα σιδηρώματος	550	
36.	Μηχαναὶ καὶ ἐξοπλισμοὶ		Ρ.Μ.
37.	Προϊόντα σιδηρουργίας ἐλατὰ ἢ ἑλκυστὰ	1.000	
38.	Χαλυβδοσωλῆνες ἀρδεύσεως	30	
39.	Ἠλεκτρικὰ καλώδια	120	Ρ.Α.
40.	Φιάλαι ὑγραερίου		Ρ.Μ.
41.	Εἴδη ἐκ πλαστικῆς ὕλης περιλαμβανομένων καὶ σωλήνων	200	
42.	Εἴδη ἐκ δέρματος	100	
43.	Φαρμακευτικὰ προϊόντα περιλαμβανομένων καὶ καλλυντικῶν	400	
44.	Προϊόντα χειροτεχνίας	10	
45.	Βιβλία, φίλμς, δίσκοι μουσικῆς κ.λπ.	20	
46.	Εἴδη γραφείου	20	
47.	Τρόφιμα πολυτελείας		Ρ.Μ.
48.	Διάφορα	1.000	

ΠΙΝΑΞ «Β»

Ἑλληνικὰ ἐμπορεύματα πρὸς ἐξαγωγὴν πρὸς Ρουμανίαν.

α/α	Εἶδος ἐμπορεύματος	Ἀξία εἰς χιλ. U.S.A. Δολλ.	
1.	Ἑσπεριδοειδῆ	4.000	
2.	Ἐλαῖαι	4.000	
3.	Ξηροὶ καρποὶ (σταφίδες, σῦκα)	1.000	
4.	Χυμοὶ πορτοκαλίων καὶ λεμονίων	250	
5.	Κίτρα ἐν ἅλμῃ		Ρ.Μ.
6.	Ἐλαιόλαδον		Ρ.Μ.
7.	Οἶνοι καὶ οἰνοπνευματώδη ποτὰ	10	
8.	Ἰχθύες νωποί, ἡλατισμένοι, κατεψυγμένοι καὶ διατετηρημένοι	100	
9.	Σπόγγοι θαλάσσης	15	
10.	Καπνὸς	250	
11.	Σιγαρέττα		Ρ.Μ.
12.	Χαρούπια	10	
13.	Βάμβαξ 3.500 τόννοι		
14.	Νήματα ἐκ βάμβακος	1.000	
15.	Ὑφάσματα ἐκ βάμβακος	500	

ΣΥΜΦΩΝΙΑ – ΠΛΗΡΩΜΩΝ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας συνεφώνησαν ὅπως αἱ ἀμοιβαῖαι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν πληρωμαὶ αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων μνημονευομένων εἰς τὴν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφεῖσαν μακροπρόθεσμον Συμφωνίαν τὴν ἀφορῶσαν τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς ὡς καὶ ἕτεραι πληρωμαὶ προβλεπόμεναι εἰς τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας, πραγματοποιῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τοὺς κάτωθι ὅρους :

Ἄρθρον 1.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐφαρμόζωνται ἐπὶ τῶν πληρωμῶν τῶν προκυπτουσῶν ἐκ :

α) τῆς ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων προβλεπομένης ὑπὸ τῆς μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν καὶ ἐκ τῶν παρεπομένων δαπανῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῆς ἐν λόγῳ ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων.

β) τῶν ὑπολοίπων προερχομένων ἐκ τῶν περιοδικῶν, συμψηφισμῶν μεταξὺ τῶν διοικήσεων τῶν σιδηροδρόμων, ταχυδρομείων, τηλεγραφείων, τηλεφωνείων, ραδιοφώνου τηλεοράσεως καὶ τῶν Ἑταιρειῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν τῶν δύο χωρῶν.

γ) τῶν θαλασσίων ναύλων ὀφειλομένων εἰς πλοῖα ὑπὸ Ἑλληνικὴν ἢ Ρουμανικὴν σημαίαν διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ὡς καὶ τῶν θαλασσίων ναύλων ὀφειλομένων εἰς τὰ αὐτὰ πλοῖα διὰ τὴν μεταφορὰν τῶν ἐμπορευμάτων προερχομένων ἐκ λιμένων τῆς Μεσογείου θαλάσσης, λιμένων τῆς Μαύρης θαλάσσης καὶ τῆς Ἐρυθρᾶς θαλάσσης πρὸς τοὺς Ἑλληνικοὺς ἢ Ρουμανικοὺς λιμένας καὶ τἀνάπαλιν.

δ) τῶν ἐξόδων παραλαβῆς, ἀσφαλίσεως, ἀποστολῆς, μεταφορτώσεως καὶ ἐξόδων ἀφορώντων εἰς τὰς λιμενικὰς διατυπώσεις τῶν δύο χωρῶν.

ε) τῶν δικαιωμάτων λιμένος, δικαιωμάτων ἀποβάθρας, διελεύσεως καὶ ἐξόδων ἀνεφοδιασμοῦ τῶν ἑλληνικῶν πλοίων εἰς ρουμανικοὺς λιμένας καὶ τῶν ρουμανικῶν πλοίων εἰς ἑλληνικοὺς λιμένας.

στ) τῶν ἀμοιβῶν μισθῶν, συγγραφικῶν δικαιωμάτων, δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας, ἐνοικίων ταινιῶν, εἰσπράξεων καὶ πληρωμῶν προερχομένων ἐκ τῶν μορφωτικῶν, καλλιτεχνικῶν καὶ ἀθλητικῶν ἐκδηλώσεων.

ζ) τῶν συνδρομῶν εἰς ἐφημερίδας καὶ περιοδικά.

η) τῶν ἐξόδων συντηρήσεως τῶν διπλωματικῶν, προξενικῶν καὶ ἐμπορικῶν ἀποστολῶν, ὡς καὶ τῶν ἐξόδων ταξειδίου καὶ σπουδῶν.

θ) τῶν ἐξόδων μετατροπῆς πρώτων ὑλῶν.

ι) ἁπασῶν τῶν λοιπῶν πληρωμῶν, αἵτινες ἤθελον συμφωνηθῆ μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 2.

Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπόμεναι πληρωμαὶ θὰ πραγματοποιῶνται ἐν τῇ Ἑλληνικῇ Δημοκρατίᾳ μέσῳ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος καὶ ἐν τῇ Σοσιαλιστικῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Ρουμανίας μέσῳ τῆς Ρουμανικῆς Τραπέζης Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ δύο Τράπεζαι θὰ προβοῦν εἰς τὸ ἄνοιγμα ἀμοιβαίων λογαριασμῶν εἰς δολλάρια ΗΠΑ, νόμισμα λογαριασμοῦ.

Οἱ λογαριασμοὶ οὗτοι θὰ εἶναι ἄτοκοι καὶ θὰ εἶναι ἀπηλλαγμένοι ἐξόδων καὶ δαπανῶν.

Τὰ ἐνεργητικὰ τῶν ὡς ἄνω μνημονευομένων λογαριασμῶν δὲν θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον κατασχέσεώς τινος εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας. Συμφωνεῖται ὁμοίως ὅτι πᾶν ποσὸν εἰσπραχθὲν εἴτε ὑπὸ τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἑτέρας τῶν δύο τούτων Τραπεζῶν εἴτε ὑπὸ ἑτέρας μεσολαβούσης Τραπέζης ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ρουμανίᾳ καὶ προοριζόμενον εἰς πίστωσιν τῶν λογαριασμῶν τούτων, δὲν θὰ δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον οἱασδήποτε κατασχέσεως εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Τράπεζαι θὰ διαβιβάζουν ἀμοιβαίως τὰς εἰδοποιήσεις τὰς ἀφορώσας ἑκάστην πληρωμήν, τῶν ἐν λόγῳ εἰδοποιήσεων θεωρουμένων ὡς ἐντολῶν πληρωμῆς.

Ἐν τούτοις, ἐὰν τὰ διαθέσιμα ἑνὸς ἐκ τῶν λογαριασμῶν τῶν προβεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 δὲν ἐπαρκοῦν διὰ νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐντολῶν πληρωμῆς τῆς ἀντιστοίχου δικαιούχου Τραπέζης, ἡ ἑτέρα Τράπεζα θὰ ἐκτελῇ τὰς ἐντολὰς ταύτας πληρωμῆς διὰ τῆς χρεώσεως τοῦ ἀντιστοίχου λογαριασμοῦ μέχρι τοῦ ποσοῦ τῶν δολλαρίων ΗΠΑ 6.500.000.

Τὸ οὕτω καθοριζόμενον ποσὸν θὰ ἔχῃ τὸν χαρακτῆρα μιᾶς ἐπαναλαμβανομένης πιστώσεως καὶ θὰ ἰσχύῃ καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

Μετὰ προηγουμένην Συμφωνίαν μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν ἐφ' ἑκάστης συγκεκριμένης περιπτώσεως, θὰ δύνανται νὰ πραγματοποιῶνται μεταφοραὶ ἐκ τῶν λογαριασμῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὸν λογαριασμὸν τρίτης χώρας μετὰ τῆς ὁποίας ἡ Ἑλλὰς καὶ ἡ Ρουμανία συνδέονται διὰ Συμφωνίας Πληρωμῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἵνα πραγματοποιῆται πλήρης ἰσότης μεταχειρίσεως τῶν δύο μερῶν καθορίζεται ὅτι ἐφ' ὅσον αἱ ὡς ἄνω ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ πραγματοποιῶνται διὰ τοῦ ἀνοίγματος ἐνεγγύων πιστώσεων, ἡ κάλυψις τῶν πιστώσεων τούτων θὰ καταχωρῆται εἰς τοὺς ἐν ἄρθρῳ 2 προβλεπομένους λογαριασμοὺς CLEARING κατὰ τὸ μέτρον χρησιμοποιήσεως τῆς ἀντιστοίχου πιστώσεως.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ἑκατέρωθεν ὑποχρεώσεις ἐκπεφρασμέναι εἰς ἕτερον πλὴν τοῦ δολλαρίου ΗΠΑ μετατρέψιμον νόμισμα θὰ μετατρέπωνται εἰς δολλάρια ΗΠΑ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐπισήμων ἰσοτιμιῶν τῶν ἐν λόγῳ νομισμάτων ἐν σχέσει μὲ τὸ δολλάριον ΗΠΑ κατεχωρημένων εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς ὀφειλέδος χώρας δύο ἐργασίμους ἡμέρας πρὸ τῆς πληρωμῆς παρ' αὐτῇ.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Τράπεζα Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου τῆς Ρουμανίας θὰ ἔλθουν εἰς ἐπαφὴν πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τῶν τεχνικῶν λεπτομερειῶν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Τράπεζα Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου τῆς Ρουμανίας, θέλουσι προβῆ εἰς τὸν καθορισμὸν τοῦ ὑπολοίπου τῶν εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 2 προβλεπομένων λογαριασμῶν, ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐξυπακουομένου ὅτι αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ συνεχίσουν ἐφαρμοζόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προθεσμίας ταύτης διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῶν συμβολαίων τῶν συναφθέντων κατὰ τὸν χρόνον ἰσχύος τῆς Συμφωνίας καὶ βάσει ταύτης.

Τὸ οὕτω καθορισθὲν ὑπόλοιπον, δέον ὅπως ρευστοποιηθῇ ὑπὸ τῆς χρεωστρίας χώρας, ἐντὸς δευτέρας προθεσμίας ἓξ μηνῶν διὰ παραδόσεως ἐμπορευμάτων προβλεπομένων εἰς τοὺς πίνακας «Α» καὶ «Β» τῆς ἐν ἰσχύι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐμπορικῆς συμφωνίας ἢ ἑτέρων ἐμπορευμάτων ἐπὶ τῶν ὁποίων τὰ δύο Μέρη ἤθελον συμφωνήσει.

Τὸ μὴ εἰσέτι ἐκκαθαρισθὲν ὑπόλοιπον κατὰ τὴν λῆξιν ὀκταμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς Συμφωνίας, δέον ὅπως ρευστοποιηθῇ ὑπὸ τῆς χρεωστρίας χώρας εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῶν ὡς ἄνω μνημονευομένων ἄρθρων θὰ ἐφαρμόζωνται ὡσαύτως καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας μέχρι τοῦ ὁλοκληρωτικοῦ διακανονισμοῦ τοῦ ὑπολοίπου τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 2 προβλεπομένων λογαριασμῶν.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾶ τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν τὴν ὑπογραφεῖσαν τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1970 μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Τὰ ὑπόλοιπα τῶν λογαριασμῶν CLEARING τὰ ὑφιστάμενα συμφώνως πρὸς τὴν ἀνωτέρω μνημονευομένην Συμφωνίαν Πληρωμῶν θὰ μεταφέρωμεν εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ταυτοχρόνως μὲ τὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν καὶ θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος μὲ τὴν ἀνωτέρω.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 29ῃ Μαρτίου 1976 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν ἑλληνικήν, ρουμανικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μεταξὺ τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ ρουμανικοῦ κειμένου, θὰ ὑπερισχύσῃ τὸ γαλλικὸν κείμενον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιντῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ Σ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ	GEORGE MACOVESCU

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ	**ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 522

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Μόσχᾳ ὑπογραφείσης τὴν 27ην Ἰανουαρίου 1976 Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διὰ τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τῶν κερδῶν ἐκ ναυτιλιακῶν καὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Μόσχᾳ ὑπογραφεῖσα τὴν 27ην Ἰανουαρίου 1976 Συμφωνία μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διὰ τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τῶν κερδῶν ἐκ ναυτιλιακῶν καὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διὰ τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τῶν κερδῶν ἐκ ναυτιλιακῶν καὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἑνώσεων Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως συνάψουν συμφωνίαν πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τῶν κερδῶν τῶν προερχομένων ἐκ ναυτιλιακῶν καὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Κέρδη ἐπιχειρήσεων προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως ἐν τῇ διεθνεῖ ναυτιλιακῇ ἐπικοινωνίᾳ πλοίων νηολογημένων ἐντὸς ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, περιλαμβανομένων τῶν κερδῶν ἐκ τῆς ἐκποιήσεως περιουσιακῶν στοιχείων τῶν ἐπιχειρήσεων τούτων, ἀπαλλάσσονται τοῦ φόρου εἰσοδήματος ἐντὸς τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

Ἄρθρον 2.

Κέρδη προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως ἀεροσκαφῶν ἐν τῇ διεθνεῖ ἀεροπορικῇ ἐπικοινωνίᾳ ὑπὸ ἐπιχειρήσεων ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, περιλαμβανομένων τῶν κερδῶν ἐκ τῆς ἐκποιήσεως περιουσιακῶν στοιχείων τῶν ἐπιχειρήσεων τούτων, ἀπαλλάσσονται τοῦ φόρου εἰσοδήματος ἐντὸς τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

Ἄρθρον 3.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ἢ ἔγκρισιν βάσει τῶν συνταγματικῶν διαδικασιῶν αἵτινες ἰσχύουν εἰς ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τίθεται δὲ ἐν ἰσχύι τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν διακοινώσεων τῶν γνωστοποιουσῶν τὴν τήρησιν τῶν ἀναγκαίων συνταγματικῶν διατυπώσεων. Αὕτη θέλει ἰσχύσει ἐν τῇ Ἐπικρατείᾳ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀναφορικῶς πρὸς εἰσοδήματα κτηθέντα ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1973.

Ἡ παροῦσα συμφωνία συνάπτεται δι' ἀόριστον χρονικὸν διάστημα, διατηρεῖται δὲ ἐν ἰσχύι μέχρις οὗ ἓν ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἤθελεν ἀπευθύνει εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος ἔγγραφον προειδοποίησιν περιέχουσα πρόθεσιν τερματισμοῦ τῆς ἰσχύος αὐτῆς, ἥτις δέον ὅπως ἐπιδοθῇ τοὐλάχιστον 6 μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 τῆς παρούσης συμφωνίας ἐξακολουθοῦν ἰσχύουσαι ἀναφορικῶς πρὸς τὰ εἰσοδήματα ἅτινα ἐκτήθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἡμερολογιακοῦ αὐτοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Μόσχᾳ τὴν 27ην Ἰανουαρίου τοῦ ἔτους 1976 εἰς δύο πρωτότυπα, εἴς τε τὴν ἑλληνικὴν καὶ ρωσικὴν γλῶσσαν, ἔχοντα ἀμφότερα τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ	**ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ	**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(4)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 524

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Αὐγούστου 1970 μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Κεντρῴας Ἀφρικῆς ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου Γενικῆς Συμφωνίας Συνεργασίας εἰς τοὺς τομεῖς οἰκονομικόν, τεχνικόν, ἐμπορικόν, ἐπιστημονικόν, μορφωτικὸν καὶ συγκοινωνιακόν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Αὐγούστου 1970 μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Κεντρῴας Ἀφρικῆς ὑπογραφὲν Πρωτόκολλον Γενικῆς Συμφωνίας Συνεργασίας εἰς τοὺς τομεῖς οἰκονομικόν, τεχνικόν, ἐμπορικόν, ἐπιστημονικόν, μορφωτικόν, καὶ συγκοινωνιακόν, οὗτινος τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

PROTOCOLE D' ACCORD GENERAL

De Coopération dans les domaines économique, technique, commercial, scientifique, culturel et des communications.

Le Gouvernement Hellénique, représenté par S.E. Monsieur Christian XANTHOPOULOS - PALAMAS, Sous-Secrétaire d' Etat aux Affaires Etrangères

et

Le Gouvernement de la République Centrafricaine, représenté par S.E. Monsieur Nestor KOMBOT-NAGUEMON, Ministre des Affaires Etrangères.

Désireux d' approfondir des relations amicales entre les deux Pays et leurs Peuples,

Convaincus de la nécessité de promouvoir leurs échanges dans les domaines commercial, technique, économique, scientifique, culturel et des communications dans un esprit d' assistance et de compréhension mutuelle,

Reconnaissant les avantages qui résulteront d' une étroite coopération fondée sur le respect réciproque des principes de la souveraineté et de l' égalité,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1.

Les Parties contractantes décident, dans les limites de leurs possibilités, de coopérer dans l' intérêt des deux Pays et de leurs Peuples.

Article 2.

Pour réaliser les objectifs définis à l' Article 1er les deux Gouvernements s' engagent à conclure un accord-cadre de coopération générale et des accords particulières dans les domaines économique, technique, commercial, scientifique, culturel et des communications.

Article 3.

La durée de ces divers accords, leur forme juridique ainsi que les autres modalités,feront l' objet de nécegociations ultérieures entre les Représentants des deux Gouvernements.

Article 4.

A cet effet une commission mixte gréco-centrafricaine sera créée.

Elle aura pour tâche :

— de proposer aux deux Gouvernements les textes de l' Accordcadre de coopération générale et des accords particulièrs,

— d' en suivre leur application et de proposer éventuellement toute modification qui s' avèrerait nécessaire.

Elle se réunira alternativement à Athènes et à Bangui.

Cette commission sera convoquée à une date fixée d' un commun accord paréchange de lettres à la demande de l' une de deux Parties.

Article 5.

Les deux Gouvernements s' engagent à mettre sur pied la commission mixte visée à l' Article 4 dans un délai de six mois à partir de la signature du présent Protocole d' accord général.

FAIT à Athènes le 10 août mil neuf cent soixante dix, en double exemplaire original en langue française.

Pour le Governement Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Centrafricaine
CHRISTIAN XANTHO-POULOS PALAMAS	NESTOR KOMBOT - NAGUEMON

Πρωτόκολλον Γενικῆς Συμφωνίας Συνεργασίας εἰς τοὺς τομεῖς Οἰκονομικόν, Τεχνικόν, Ἐμπορικόν, Ἐπιστημονικόν Μορφωτικὸν καὶ Συγκοινωνιακόν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, ἐκπροσωπουμένη ὑπὸ τῆς Λ.Ε. τοῦ κ. Χρήστου Ξανθοπούλου-Παλαμᾶ, Ὑφυπουργοῦ Ἐξωτερικῶν καὶ

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κεντρῴας Ἀφρικῆς ἐκπροσωπουμένη ὑπὸ τῆς Α.Ε. τοῦ κ. Νέστορος KOMBOT-NAGUEMON, Ὑπουργοῦ, Ἐξωτερικῶν,

Ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ἐνισχύσουν τὰς φιλικὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν καὶ τῶν λαῶν των,

Πεπεισμέναι περὶ τῆς ἀνάγκης προωθήσεως τῶν ἀνταλλαγῶν των εἰς τοὺς τομεῖς ἐμπορικόν, τεχνικόν, οἰκονομικόν, ἐπιστημονικόν, μορφωτικὸν καὶ συγκοινωνιακὸν ἐν πνεύματι ἀμοιβαίας βοηθείας καὶ κατανοήσεως,

Ἀναγνωρίζουσαι τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα θὰ προκύψουν ἐκ στενῆς συνεργασίας βασιζομένης ἐπὶ τοῦ ἀμοιβαίου σεβασμοῦ τῶν ἀρχῶν τῆς κυριαρχίας καὶ τῆς ἰσότητος,

Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀποφασίζουν, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν δυνατοτήτων των, νὰ συνεργάζωνται ἐν τῷ συμφέροντι τῶν δύο χωρῶν καὶ τῶν Λαῶν των.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 1ῳ καθοριζομένων σκοπῶν, αἱ δύο Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως συνάψουν συμφωνίαν - πλαίσιον γενικῆς συνεργασίας ἢ ἰδιαιτέρας συμφωνίας εἰς τοὺς οἰκονομικόν, τεχνικόν, ἐμπορικόν, ἐπιστημονικόν, μορφωτικὸν καὶ συγκοινωνιακὸν τομεῖς.

Ἄρθρον 3.

Ἡ διάρκεια τῶν διαφόρων τούτων συμφωνιῶν, ὁ νομικὸς των τύπος ὡς καὶ ἕτεραι λεπτομέρειαι, θὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον μεταγενεστέρων διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 4.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ θὰ δημιουργηθῇ μικτὴ ἑλληνο-κεντροαφρικανικὴ ἐπιτροπή.

Θὰ ἔχῃ ὡς ἔργον :

νὰ προτείνῃ εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις τὰ κείμενα τῆς Συμφωνίας- πλαισίου γενικῆς συνεργασίας καὶ τῶν ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν,
νὰ παρακολουθῇ τὴν ἐφαρμογήν των ἢ νὰ προτείνῃ ἐνδεχομένως πᾶσαν τροποποίησιν ἥτις θὰ ἀπεδεικνύετο ἀναγκαία.
θὰ συνέρχηται ἀλληλοδιαδόχως ἐν Ἀθήναις καὶ BANGUI.

Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχηται εἰς ὡρισμένην ἡμερομηνίαν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν αἰτήσει τοῦ ἑτέρου τῶν δύο Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως συστήσουν τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 10ῃ Αὐγούστου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑβδομηκοστοῦ ἔτους εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν
ΧΡ. ΞΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ - ΠΑΛΑΜΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Κεντρῴας Ἀφρικῆς
Νέστωρ. KOMBOT - NAGUEMON

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ **ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ**
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ **ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**	ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ **ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΤΡΥΠΑΝΗΣ**
ΕΜΠΟΡΙΟΥ **ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ